

# La science du climat dans la presse à l'occasion du Sommet de Copenhague

60

**A l'occasion du Sommet de Copenhague, le climat a fait l'objet d'une intense couverture médiatique. Partant de l'analyse de presse de vingt-cinq étudiants en deuxième année de l'Ecole Centrale Paris, la climatologue Valérie Masson-Delmotte et le sociologue Jean-Baptiste Comby esquissent un bilan et tirent quelques enseignements de la manière dont les journaux ont suivi ce grand rendez-vous politique planétaire.**

Le climat a fait l'objet d'une médiatisation inédite fin 2009, culminant lors de la conférence de Copenhague, du 7 au 18 décembre. Sous la responsabilité d'une centralienne et climatologue réputée, Valérie Masson-Delmotte<sup>1</sup>, et d'un sociologue qui vient de soutenir une thèse sur la médiatisation du changement climatique, Jean-Baptiste Comby<sup>2</sup>, vingt-cinq étudiants en deuxième année de l'Ecole Centrale Paris ont regardé comment la presse a couvert cet événement.

Ce travail s'appuie sur un corpus d'une centaine d'articles extraits de journaux durant les mois précédents et les jours suivant l'ouverture officielle du sommet. Les étudiants ont épluché les numéros spéciaux de la presse française du 7 décembre et certains journaux sur une durée de six semaines, avec des comparaisons systématiques entre presses française et internationale.

Leur tâche initiale était d'évaluer ce que deviennent les données scientifiques dans un contexte hautement politique. Car pour couvrir un événement d'une telle ampleur, marqué par la réunion de tous les plus hauts dirigeants de la planète, les rédactions se sont bien sûr surtout attachées à faire ressortir les enjeux politiques que les négociations sur le climat soulèvent.

LRD

1) Masson-Delmotte V. *La menace d'un dérapage hors de contrôle du climat est plus grande que jamais*, LaRevueDurable n° 33, mars-avril-mai 2009, pp. 9-13.

2) Jean-Baptiste Comby a soutenu en 2008 une thèse sur la médiatisation du climat en France depuis la fin des années 1990 : *Créer un climat favorable. Les enjeux liés aux changements climatiques, valorisation publique, médiatisation et appropriations au quotidien (à paraître)*.

Vingt-cinq étudiants de l'Ecole Centrale Paris, Valérie Masson-Delmotte et Jean-Baptiste Comby\*

## Le Sommet de Copenhague, tribune des climato-sceptiques et d'une science ramenée à quelques faits « vedettes »

L'analyse approfondie de la couverture du Sommet de Copenhague dans la presse fait ressortir plusieurs faits marquants. Le premier est la forte présence des climato-sceptiques durant la période préparatoire à la réunion.

Les journaux ont mis en scène un débat opposant des climatologues associés au Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec), des acteurs

politiques et des représentants d'associations environnementales à quelques personnalités qui voient dans le changement climatique un faux problème. Parmi ces « dénégateurs » : un journaliste météo (Laurent Cabrol), deux géologues ayant exercé de hautes fonctions ministérielles (Claude Allègre et Vincent Courtillot), un ingénieur en transports (Christian Gérondeau) et un sociophysicien (Serge Galam).

Leurs arguments sont variés : mise en cause du fonctionnement du Giec – présenté comme un groupe de pression – et critique de la notion de consensus scientifique ; appel au bon sens en soulignant la contradiction entre les récentes vagues de froid et un risque flou lié au changement climatique ; impossibilité de calculer précisément une température moyenne de la Terre, notion qui n'aurait pas de sens ; constat que la planète a connu des épisodes plus chauds par le passé sans que l'activité humaine en soit à l'origine ; et même affirmation hardie que le climat s'est refroidi au cours des dernières dix années.

Nombre de ces personnes postulent que les modèles de simulation de l'évolution du climat ne sont pas fiables et ne peuvent donc être utilisés ni pour comprendre les causes du changement climatique en cours ni pour explorer le risque climatique futur. Elles mettent ainsi en question l'affirmation que la majeure partie du réchauffement actuel est

\* Valérie Masson-Delmotte est directrice de recherches au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement (CEA-CNRS-Université Versailles Saint-Quentin/Institut Pierre Simon Laplace), à Gif-sur-Yvette. Jean-Baptiste Comby est chercheur rattaché au Centre d'analyse et de recherche interdisciplinaires sur les médias (Carism) (EA 2293, Institut français de presse – IFP), à l'Université Panthéon-Assas, Paris II, et associé au Laboratoire des sciences sociales du politique (LaSSP) (EA 4715, Institut d'études politiques de Toulouse – IEP), à l'Université Toulouse I Capitole.

Pascal da Costa\*

## Les étudiants de l'Ecole Centrale Paris et le développement durable

Dès le début de leur scolarité, les futurs ingénieurs qui entrent à l'Ecole Centrale Paris entendent des mots tels qu'ingénieur du XXI<sup>e</sup> siècle, complexité, développement durable... qui sont nouveaux ou flous pour la plupart d'entre eux. L'été 2009, quatre étudiants du Club développement durable de l'école ont lancé une pétition pour demander un cours sur le développement durable qui les confronte de manière tangible et avec davantage d'implication au sujet.

Cette pétition a recueilli plus de 300 signatures sur les promotions de première et de deuxième années de 440 élèves chacune. Après discussion avec des enseignants concernés, la direction de l'enseignement a pris l'initiative de monter les Ateliers du développement durable.

\* Pascal da Costa est enseignant chercheur en économie à l'Ecole Centrale Paris (Laboratoire de génie industriel) et coorganisateur des Ateliers du développement durable avec Jean-Marc Camelin et Anne Spasojevic.

Destinés aux étudiants de 2<sup>e</sup> année, ces ateliers devaient incarner le développement durable sous forme de petits projets mettant en exergue les problématiques sous-jacentes et donnant l'occasion de présenter des connaissances nouvelles. Plus de quarante chercheurs, entrepreneurs et militants ont proposé des projets. Puis enseignants et élèves du club ont opéré une sélection.

L'ingénieur intervient souvent sur un aspect technique compliqué. Mais il lui est difficile d'évaluer correctement l'impact de son action sur les différentes composantes – économique, sociale, environnementale – de la société, car cet aspect n'est qu'un élément parmi bien d'autres. Le fait qu'il soit difficile pour un ingénieur de mesurer l'effet en retour du système social sur la technique qu'il maîtrise limite aussi la valeur de son travail pour la société.

Une équipe d'ingénieurs peut par exemple travailler sur un moteur



qui émet moins de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>). Mais si le nombre de voitures ne cesse de croître, la baisse de l'intensité carbone des moteurs n'entraînera pas la réduction souhaitée des émissions totales.

Au cours des Ateliers du développement durable, les étudiants ont d'abord travaillé en équipe sur un projet : commerce équitable, finance éthique, dépollution, économies d'énergie dans l'habitat, énergies renouvelables, développement, écotourisme, eau, climat... Ils ont constitué des équipes par affinité pour les sujets. Cinq groupes de cinq étudiants se sont ainsi formés pour faire une analyse de presse du Sommet de Copenhague.

Dans un deuxième temps, accompagnés par des enseignants, des entrepreneurs, des militants et des chercheurs, tous les étudiants ont tenté de définir l'ingénieur de demain. Ils ont cherché à cerner les

apprentissages essentiels à proposer, les actions à mener aux niveaux individuel, collectif et du campus de l'école, les compétences scientifiques, sociales et humaines nécessaires... et l'enseignement rêvé du développement durable.

Au bilan, cette expérience montre, au-delà de la nécessité d'offrir une vision la plus complète possible du développement durable, celle de permettre aux étudiants de la construire et de la vivre. Il manque souvent des pans entiers de savoir-faire et de savoir-être aux étudiants sur ce plan. Lorsqu'ils commencent à être comblés, des solutions ou, du moins, une réelle compréhension apparaissent. En témoigne le travail réalisé sur le traitement par la presse du Sommet de Copenhague.

Tous les projets sont en ligne : <http://ateliersdudeveloppementdurable.ecp.fr>

d'origine anthropique – un des points phares du 4<sup>e</sup> rapport du Giec –, invoquant plutôt des facteurs naturels comme l'activité solaire et des phénomènes amplificateurs non modélisés, car mal compris.

### Climategate

Les deux semaines précédant la conférence de Copenhague ont également vu l'intégrité des climatologues mise en cause via le « Climategate ». Des hackers ont piraté les archives du Climate Research Unit de l'Université d'East Anglia, à Norwich, au Royaume-Uni,

mis en ligne les correspondances électroniques de plusieurs climatologues et diffusé des morceaux choisis sur la blogosphère « sceptique ».

Premier fait incriminé : grâce à un « trick » (astuce) sur une figure pour un rapport de l'Organisation météorologique mondiale, un climatologue a voulu masquer la divergence entre les reconstructions des températures passées à partir d'archives du climat (cernes d'arbres) et les mesures météorologiques. Conclusion des climato-sceptiques : les climatologues trafiquent les données pour manipuler l'opinion.

D'autres climatologues ont dit sans ambages tout le mal qu'ils pensaient de certains articles scientifiques, suggérant qu'ils étaient prêts à tout pour faire en sorte qu'ils ne soient pas cités dans le 4<sup>e</sup> rapport du Giec. Les climato-sceptiques ont utilisé cet extrait comme pièce à charge pour montrer que le Giec est partial et biaisé... Reste que le Giec cite bel et bien ces articles dans son rapport.

Très médiatisé dans les pays anglo-saxons, ce Climategate a fait entrer le climat dans la rubrique des faits divers.<sup>1</sup> Plusieurs facteurs expliquent cette attention aux climato-scepti-



Mathilde Miguras, Mats Forssell, Yuan Bian, Jérémie Moreau, Guillaume Mohr, François Degand\*

## Deux degrés de plus

Paris, mercredi 16 décembre 2009. Nicolas Sarkozy annonce : il faut « limiter la hausse de 2°C dans le siècle à venir ». Comme le président de la République française, la plupart des journalistes, politiques, militants et experts se réfèrent à cet objectif-seuil de 2°C. Seuls quelques pays en développement se risquent à le contester, suggérant qu'il ne suffira pas à empêcher des dégâts majeurs. Mais que signifie-t-il exactement ? Et d'où provient-il ?

Tout d'abord, cette augmentation de la température à la surface de la Terre est calculée entre la période préindustrielle, depuis laquelle une

hausse de 0,74°C a déjà eu lieu, et 2100. Il reste donc une marge de 1,26°C. Selon le « Diagnostic de Copenhague » qu'une équipe de 26 climatologues a établi en 2009, vingt années de plus de rejets de gaz à effet de serre ne serait-ce qu'au niveau actuel entraîneraient inéluctablement un réchauffement climatique, avec 25 % de chance de dépasser ces 2°C.

Du fait de ces émissions, l'activité humaine est reconnue comme étant la principale source du réchauffement des dernières décennies. Et le Giec calcule que pour limiter la hausse à 2°C, il faut réduire, à l'horizon 2020, les émissions de gaz à effet de serre des pays industria-

lisés de 25 à 40 % par rapport à 1990, niveau de référence.

Cet ordre de grandeur de réchauffement limite apparaît à la fin des années 1970. En juin 1996, un conseil des ministres européen décide d'en faire la frontière pour éviter des conséquences dangereuses et irréversibles. Depuis, la volonté politique se cale sur cet objectif, même si sa pertinence est mise en doute : à +2°C, par exemple, la montée des eaux pourrait avoir fait disparaître certaines îles, comme celles de Tuvalu.<sup>1</sup>

Simple, crédible et atteignable, aisé à retenir et à s'appropriier, ce chiffre de 2°C est sans cesse affiché comme

la cible quasi incontestable et nécessaire des efforts mondiaux pour le climat. Or, il donne certes un objectif tangible pour tenter de coordonner les actions des Etats, mais en monopolisant l'attention des médias, des politiques et du grand public, il éclipse les autres propositions.<sup>2</sup>

1) Sur les effets de +1°C, +2°C et +3°C de hausse, voir *Le climat au purgatoire*, LaRevueDurable n° 35, septembre-octobre-novembre 2009, pp. 14-15.

2) Par exemple, le retour à une concentration de 350 ppm de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. Voir *Changement climatique : objectif 350*, LaRevueDurable n° 35, septembre-octobre-novembre 2009, pp. 7-55.

\* Étudiants à l'École Centrale Paris

Trois mois avant le Sommet de Copenhague, *LaRevueDurable* a concentré son attention sur un chiffre clef largement occulté par les grands médias malgré la Journée mondiale d'action du 24 octobre 2009 : 350 ppm de CO<sub>2</sub>.



ques. Du côté des journalistes, il y a le besoin de diversifier les cadrages en période de surmédiation. La parole des climato-sceptiques apporte une « fraîcheur » bien ajustée aux règles du jeu journalistique. Cette visibilité accrue est en outre due aux journalistes politiques et sociétés mobilisés – temporairement pour certains d'entre eux – autour du sommet (et non aux journalistes sciences ou environnement).

Du côté des sources, l'avant-Copenhague a vu une mobilisation très organisée de ceux qui contestent un « consensus climatique ». En France, par exemple, le livre de Vincent Coutillot, *Nouveau voyage au centre de la Terre*, est paru opportunément aux Editions Odile Jacob en septembre 2009. Et l'irruption du Climategate deux semaines avant le Sommet de Copenhague laisse penser que ce timing n'était pas non plus dû au hasard.

### Quelques chiffres clefs

Et pourtant elle chauffe ! Les faits sont là : la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle est la plus chaude depuis le début des mesures météorologiques, les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère continuent à augmenter. Le réchauffement observé depuis quarante ans n'est pas attribuable aux facteurs naturels telle l'activité solaire ou volcanique, et les premiers modèles de climat l'anticipent depuis les années 1980.

Or, ces modèles, qui sont capables de simuler correctement les grands traits des changements climatiques passés, montrent tous qu'en réponse au surplus d'effet de serre, la température moyenne de la Terre ne peut qu'augmenter au cours des prochains siècles.

Aussi, et de façon paradoxale le étant donné la place que les journaux ont accordé aux climato-sceptiques, alors que la science a longtemps dû prouver la nécessité de se mobiliser sur le climat, la plupart des journalistes n'ont, dans le contexte de Copenhague, pas cherché à convaincre de la réalité du problème. Plus simplement, ils entendaient faire pression sur les décideurs.

Cependant, seuls trois ensembles de chiffres clefs se sont imposés dans la presse à l'occasion du sommet. Le premier est l'objectif de limiter le réchauffement à 2°C au-dessus du niveau préindustriel. Et en précisant rarement l'origine de cette cible de négociation, les journaux ont laissé supposer qu'il s'agit là d'une recommandation scientifique alors qu'elle relève d'un choix politique.

Le deuxième chiffre clef concerne la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Du fait de la longue durée de vie du dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) dans l'atmosphère et de la réponse du climat, une cible de 2°C de réchauffement par rapport à la période préindustrielle requiert une maîtrise globale des émissions de gaz à effet de serre, qui passe par la diminution de celles des pays développés de 25 à 40 % d'ici 2020.

Le troisième point porte sur le partage des rôles entre pays industrialisés et en développement, et sur la mise en place d'un fonds international. Ce fonds doit soutenir l'adaptation des pays en développement aux impacts du réchauffement, ainsi que leurs projets de réduction de leurs émissions et de lutte contre la déforestation. La presse a relayé les montants financiers de ce fonds : l'accord de Copenhague le fixe à 30 milliards de dollars d'ici 2012, et jusqu'à 100 milliards de dollars d'ici 2020.

### Ouverture

Avec ces chiffres, les journaux ont rappelé les principales connaissances sur les enjeux climatiques, mais ont rarement donné la paro-

le aux chercheurs. Ils ont surtout médiatisé les élites politiques. Et une société civile bien structurée – Organisations non gouvernementales (ONG) des droits de l'homme, syndicats, etc. – a contribué à diversifier les lectures du climat, le reliant à l'éthique et à la géopolitique bien au-delà de ses strictes dimensions scientifique et environnementale.

Cette ouverture s'explique par les nouvelles relations tissées entre les sources d'information associatives et institutionnelles. Et au fait que le climat circule désormais parmi une diversité de rubriques qu'animent des journalistes aux regards différents sur son actualité. Du coup, les dimensions scientifiques s'en trouvent noyées au milieu de nombreux angles que l'événement a rendus possibles. Quant aux articles encourageant chacun à agir pour la planète, bien que toujours présents, ils sont eux aussi apparus moins prégnants.

Visibilité des « sceptiques », science réduite à quelques faits « vedettes », diversification des enjeux, moindre individualisation, il serait toutefois sans doute hâtif de conclure que le climat est entré dans une nouvelle phase de sa carrière médiatique. Ces modifications doivent beaucoup à la nature de l'événement et à une surmédiation temporaire. Il y a tout lieu de penser que les formats classiques de la médiatisation des enjeux climatiques vont perdurer.

Les articles et sujets qui portent sur les conséquences du problème seront vraisemblablement toujours aussi nombreux. Ils traduisent la volonté des médias généralistes de mobiliser (et donc d'intéresser) le plus grand nombre pour faire pression sur le politique et maximiser leurs audiences. Car c'est une des spécificités du climat que de mettre en lumière le rôle politique des médias. L'éditorial commun de 56 quotidiens de 44 pays publiés le premier jour de la conférence en fournit une preuve éclatante. ■

1) Le traitement médiatique d'un Giec qui faillit à sa neutralité a connu un nouvel épisode en janvier 2010 avec l'identification d'une erreur du groupe II sur les projections de fonte des glaciers himalayens.